



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

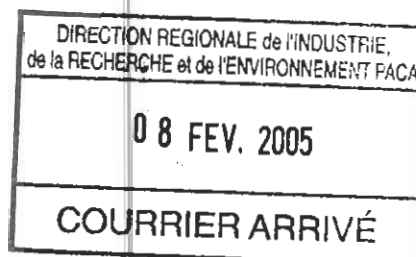
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

dossier suivi par : S. PONGE

Ø : 04.91.15.63.21

sylvie.ponge@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

N° 157-2004A



Marseille, le 14 DEC. 2004

ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires
relatives à l'arrêt définitif des installations
d'enfûtage de bromure de méthyle, de stockage
de pentasulfure de phosphore, de lessive de
soude et potasse caustique
à la Société PORT PETROLIER DE GIVORS
sise à Port Saint Louis du Rhône**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}, Chapitre II,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU la Directive n° 96/82/CEE du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite directive SEVESO II,

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels, et à la réparation des dommages,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-339/165-2001A du 8 janvier 2003 applicable à la société PORT PETROLIER DE GIVORS,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 25 octobre 2004 validé le 2 novembre 2004,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 9 novembre 2004,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société PORT PETROLIER DE GIVORS a déposé un dossier de cessation d'activité des installations d'enfûtage de bromure de méthyle, de stockage de pentasulfure de phosphore, de lessive de soude et potasse caustique,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, le Préfet, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène peut fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1^{er}

1.1. Autorisation

La société S.A. Port Pétrolier de Givors dont le siège social est situé Place du Bassin à Givors (69700), est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône, dans l'enceinte de son établissement sis Z.I Berge Sud du Canal, les installations répertoriées dans le tableau constituant **l'annexe 1** du présent arrêté.

1.2. Dispositions abrogées

Les dispositions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- Arrêté n° 119-1972 du 16 Mai 1974,
- Arrêté n° 49-1980 A du 8 Octobre 1981,
- Arrêté n° 53-1981 A du 25 Août 1982,
- Arrêté n°95-94/99-1994 A du 26 avril 1995,
- Arrêté n°96-332/15-1996 A du 13 novembre 1996,
- Arrêté n°98-451/181-1997 A du 21 janvier 1999.
- Arrêté n°2002-339/165-2001 A

Article 2 : Dispositions administratives

2.1. Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

2.2. Récolement

L'exploitant s'assure, dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté, de la conformité de ses installations avec les prescriptions énoncées ci-dessous. Cet examen sera réalisé soit par un organisme externe, soit par une personne reconnue par l'inspection des installations classées. Le résultat de cet examen sera transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais.

2.3. Accidents – Incidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des critères rappelés dans l'instruction préfectorale des Bouches du Rhône du 29 mars 1995 (déclaration avec une classification gravité / perception G+P), est considéré a minima comme pré-incident, toute détérioration ou mise en œuvre d'une des protections organisationnelles ou matérielles destinées à prévenir un accident ou pollution grave. Ces protections sont celles définies dans les études d'impact et de dangers de l'installation et/ou imposées dans les arrêtés ministériels ou préfectoraux la réglementant.

2.3.1 diffusion de l'information au public

En cas d'accident ou d'incident de nature à troubler l'ordre public (dont impacts visuels, olfactif, sonore, médiatique,...), une information sur l'évènement et ses conséquences, actualisée en tant que de besoin, est transmise dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, au préfet et aux maires des communes d'implantation et potentiellement concernées.

Cette information peut être celle prévue par les plans d'urgence (POI/PPI) en faisant usage des classement et formulaire joints en **annexe 2** Elle est obligatoire pour les événements d'un niveau « **G+P supérieur ou égal à 3** ».

2.3.2 analyse de l'évènement

Pour les accidents et les incidents relevant d'un des cas suivants :

- niveau « G+P supérieur ou égal à 3 » dans tous les cas,
- ou à la demande de l'inspection des installations classées,

l'exploitant, transmet, dans un délai de un mois à compter de la déclaration, le rapport d'accident ou d'incident prévu à l'article 38 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

Ce rapport précise en sus des mesures préventives, correctives et curatives prises ou envisagées pour éviter le renouvellement de l'évènement ou un phénomène similaire, les délais de mise en œuvre des solutions proposées. Il indique également si l'incident implique un équipement sous pression soumis aux dispositions du décret N°99-1046 du 13 décembre 1999.

Le préfet peut décider que ce rapport, complément à l'étude de dangers, soit soumis à expertise en application de l'article 3 du décret sus visé. Cette mesure s'applique sans préjudice des dispositions décidées en application des articles L 512-12 du code de l'environnement ou 39 du décret 77-1133.

Si des investigations nécessitent un délai supérieur, l'exploitant transmet dans ce délai de un mois un rapport intermédiaire précisant les éléments en sa possession, les études engagées et sollicite à cette fin un nouveau délai à l'inspection des installations classées.

2.3.3 gestion du retour d'expérience

Sans préjudice de l'article 38 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport annuel des pré-incident, incidents et accidents survenus sur son installation, ayant fait ou non l'objet de la déclaration prévue à l'article susvisé, précisant les actions de suivi (correctives ou curatives) engagées. Ce rapport sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

2.4. Cessation d'activité

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet des Bouches du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 3 : Prescriptions techniques applicables à l'ensemble de l'établissement

3.1 Généralités

3.1.1. Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

3.1.2. Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

3.1.3. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

3.1.4. Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants....

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

3.2 Bruits et vibrations

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

3.3 Air

3.3.1. Captage et épuration des rejets

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

3.3.2. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du site.

3.3.3. Installations de combustion

Les installations devront satisfaire aux dispositions des décrets du 11 septembre 1998 (rendements minimaux et équipement des chaudières de 400 kW à 50 MW), du 16 septembre 1998 (contrôles périodiques d'installations ≥ 1 MW consommant de l'énergie thermique) et de l'arrêté du 20 juin 1975 (relatif à l'équipement et à l'exploitation d'installations thermiques ≥ 75 th/h en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie) et aux titres I et IV de l'arrêté du 27 Juin 1990.

Le combustible utilisé doit avoir une teneur en soufre au plus égale à celle du fuel lourd n° 2, Très Basse Teneur en Soufre (TBTS).

3.4 Eau

3.4.1. Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

3.4.2. Alimentation en eau

3.4.2.1. Prélèvements

Les points et conditions de prélèvement des eaux, hors réseau incendie, sont précisés en **annexe 4** du présent arrêté.

3.4.2.2. Protection des eaux

L'ouvrage de raccordement au réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

3.4.2.3. Dispositif de mesures

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3.4.3. Collecte des effluents liquides

L'exploitant tient à jour un plan des divers réseaux de collecte de ces effluents, permettant de visualiser le tracé des canalisations, les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs et accessoires de sectionnement. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen.

Il est interdit de procéder à tout déversement d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol.

Les différents types d'effluents sont séparés afin de faciliter leur traitement ultérieur. On trouve ainsi :

- un réseau de collecte des effluents industriels (postes de dépotage, groupes de pompage des hydrocarbures hors déchets) et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- un réseau de collecte des eaux pluviales et des eaux non polluées ;
- un réseau eaux vannes (effluents sanitaires).

Les effluents industriels sont constitués par :

- les effluents provenant des postes de dépotage et groupes de pompage
- les effluents (y compris les eaux pluviales) issus des rétentions ;

Ils sont dirigés vers le bassin tampon des eaux polluées.

Les eaux pluviales et non polluées sont constituées par :

- les eaux de ruissellement des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables ne présentant pas de risque de pollution particulier ;
- les eaux de purge de chaudières et celles des éluats des résines de traitement d'eau après neutralisation.

3.4.4. Traitement des effluents liquides

3.4.4.1. Eaux vannes

Le réseau eaux vannes est raccordé à une fosse septique, conformément à la réglementation en vigueur sur l'assainissement autonome et notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 (JO du 8 juin 1996). Il sera raccordé au réseau d'assainissement collectif lorsque ce dernier sera mis en place.

3.4.4.2. Eaux pluviales et non polluées

Les eaux pluviales et non polluées sont rejetées dans le collecteur enterré cheminant le long de la clôture du site vers la mer.

Avant raccordement au collecteur le réseau comporte :

- un décanteur - déshuileur capable de traiter 20 % du débit d'orage décennal soit 100 l/s ;
- Un bassin d'observation de 500 m³ situé en aval du décanteur - déshuileur permettant de collecter le premier flot en cas d'orage. Un système automatique permet le by-pass de ce bassin en cas de risque de débordement, afin d'assurer directement l'évacuation de l'excédent d'eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur que si les valeurs limites définies en **annexe 4** sont respectées.

Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

La vidange du bassin se fait par une pompe d'un débit maximal de 20 m³/h.

3.4.4.3. Eaux industrielles résiduelles

Les effluents provenant des rétentions, des postes de dépotage, des groupes de pompage de déchets liquides, du lavage des sols ou des équipements de certaines unités ou ayant été en contact de zones susceptibles d'être polluées, sont stockés dans un bassin tampon de 400 m³ et évacués en tant que déchets. Il en est de même des effluents provenant des installations de stockage des produits toxiques. En aucun cas les fosses de récupération de ces effluents ne sont reliées aux autres réseaux du site.

3.4.5. Qualité des effluents

Les effluents doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur. En particulier, la modification de couleur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Les valeurs limites des rejets aqueux en débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 4 du présent arrêté qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées)

3.4.6. Conditions de rejet

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Le cas échéant, le raccordement à un réseau d'assainissement collectif est fait en accord avec le gestionnaire du réseau.

3.4.7. Surveillance et contrôles des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les canalisations de rejets sont équipées de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons ;
- des mesures directes.

Bilan environnement : Pour toute substance toxique ou cancérigène, listée en annexe (cf art. 61 arrêté 2 février 1998) et produite ou utilisée à plus de 10 tonnes par an, l'exploitant adresse au préfet au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel des rejets, chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'installation classée autorisée.

3.4.8. Prévention des pollutions accidentelles

3.4.8.1. Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

3.4.8.2. Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

3.4.8.3. Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Les manipulations de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

3.4.8.4. Bassin de confinement

Le bassin de confinement existant sera maintenu en service.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

3.4.9. Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

Ces renseignements concernent notamment :

- la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution ;
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

3.4.10. Eaux souterraines

L'établissement est équipé d'un réseau de piézomètres tel que défini ci-dessous :

- quatre piézomètres courts (4 mètres de profondeur), répartis du Nord au Sud sur l'ensemble du site permettant de suivre l'évolution de qualité des écoulements superficiels ;
- un piézomètre moyen (12 mètres de profondeur) pour vérifier la progression en profondeur d'une éventuelle contamination (implanté à l'Est de l'atelier émulsion) ;
- un piézomètre long descendant jusqu'aux cailloutis de Crau et implanté en aval du site. Ce dispositif permettra de contrôler la qualité de la nappe de Crau.

Tous ces dispositifs sont réalisés suivant les règles de l'art de la profession (crépine, massif filtrant, étanchéité vis-à-vis de la surface).

Semestriellement, il est réalisé sur ces piézomètres des prélèvements suivis d'analyses portant sur les paramètres suivants :

- Relevé de niveau ;
- PH ;
- DCO ;
- Hydrocarbures totaux.

Les résultats des mesures sont adressés à l'Inspection des Installations Classées dans les plus brefs délais. Toute anomalie significative lui est signalée dès réception des résultats par l'exploitant.

En cas de suspicion de pollution, ou après un incident conduisant à un épandage, la fréquence des analyses pourra être plus élevée.

3.5. Déchets

3.5.1. Déchets générés dans l'établissement

3.5.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il se doit successivement de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans des installations techniquement adaptées et réglementairement autorisées.

Tous les déchets industriels spéciaux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement,...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées. Cette déclaration doit être transmise au plus tard dans le mois suivant le trimestre échu.

3.5.1.2. Récupération - Recyclage - Valorisation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre,... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

Par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, huile, etc.), un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation est effectué et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.5.1.3. Stockages

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et couvertes ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

Pour les déchets dangereux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

La durée maximale de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.

3.5.1.4. Élimination des déchets

3.5.1.4.1. Principes généraux

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Cependant, il peut être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc.) lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

3.5.1.4.2. Filières d'élimination

L'exploitant doit pouvoir justifier le caractère ultime au sens de l'article L.541-1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

3.5.2. Transit de déchets

3.5.2.1. Réception et enlèvement des déchets

L'exploitant devra obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

A la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet ;
- procède à des tests d'identification ;
- prélève un échantillon représentatif.

Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- confirme au producteur la destination donnée au déchet ;
- transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

3.5.2.2. Registre d'entrée et de sortie

Tous les mouvements de liquides dans chacun des réservoirs seront notés sur un registre mentionnant la nature du produit, son tonnage, son origine, les dates et heures de transfert, le nom du propriétaire du véhicule ainsi que les numéros d'immatriculation et de carte jaune.

Un fichier des divers produits susceptibles d'être stockés sera tenu constamment à jour par le responsable de l'établissement. Chacune des fiches devra comporter les renseignements essentiels permettant d'apprécier les risques de toute nature ainsi que les diverses précautions à prendre pour un produit déterminé (propriétés physico-chimiques, toxicologie, pathologie). L'ensemble de ces fiches de sécurité sera mis à disposition du personnel de l'établissement. Le personnel devra être informé en temps utile des recommandations particulières à chaque intervention ou manœuvre.

Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Ces deux registres sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Un récapitulatif trimestriel lui sera adressé en utilisant le bordereau établis par le Ministère de l'Environnement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985.

3.6. SÉCURITÉ

3.6.1. Dispositions générales

L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (article 6 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000)

3.6.1.1. Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont organisées. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière. Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de gardiennage.

3.6.1.2. Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

3.6.1.3. Zones d'atmosphère explosible

Les zones de sécurité sont celles où une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, ou pouvant apparaître au cours des opérations.

Elles comprennent les zones de type I et II telles que définies par les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés (arrêté du 9 novembre 1972 modifié).

L'exploitant définit sous sa responsabilité et conformément à la directive européenne du 16 décembre 1999 relative à la prévention des risques d'explosion sur l'ensemble des lieux de travail, dite "ATEX", les zones à risque d'explosion.

Dans ces zones l'exploitant s'attache à recenser tout le matériel électrique mis en œuvre et à vérifier au moins une fois par an sa conformité par rapport aux dispositions reprises dans l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, ainsi qu'à la directive "ATEX".

Il tiendra à jour à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services départementaux d'incendie et de secours, un plan des zones de sécurité. Ces zones seront matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés.

Dans ces zones, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel utilisé dans les dites zones.

Le plan des zones telles que défini à l'article 2 de l'arrêté du 31 mars 1980 relatif aux matériels électriques susceptibles de présenter des risques d'explosion sera mis à jour et sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

3.6.1.4. Surveillance et détection dans les zones de sécurité

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et déterminera les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

Détection incendie :

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.

Détection gaz :

Les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

3.6.1.5. Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Conception particulière aux bâtiments inclus dans les zones de sécurité :

- **Dégagements**

Les bâtiments et unités, couverts ou en extérieur, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

- **Ventilation**

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

- **Désenfumage**

Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

- **Comportement au feu des structures métalliques**

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

- **Conception des installations**

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

- **Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites.

3.6.1.6. Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

3.6.1.7. Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

Alimentation électrique de secours

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) on s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

3.6.1.8. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

3.6.2. Exploitation des installations

3.6.2.1. Produits dangereux - Connaissance et étiquetage.

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

Connaissance des produits, mesure des niveaux

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité. Toutes dispositions sont prises pour qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles. En particulier le niveau de liquide dans les réservoirs doit être mesuré.

Les réservoirs fixes sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage.

3.6.2.2. Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

Arrêts d'urgence

Les opérateurs doivent avoir accès instantanément à la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation.

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection ;
- dérive du procédé au-delà des limites fixées ;
- incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge automatiquement les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation. Des commandes de type "coup de poing" déclenchent les séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

3.6.2.3. Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs. Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires ;
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement ;
- les instructions de maintenance et nettoyage ;
- les mesures à prendre en cas de dérive ;
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

3.6.2.4. Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident ;
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux ;
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.

3.6.2.5. Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques ;
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation ;
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux ;
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

3.6.2.6. Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

3.6.3. Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent :

- d'un réseau autonome de distribution d'eau incendie maillé, bouclé et sectionnable par secteurs ;
- de moyens internes et externes en eau et émulseur, nécessaires à l'extinction de tout feu dans l'établissement. En tout état de cause, l'établissement doit disposer des moyens permettant :
 - l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés ;
 - l'attaque à la mousse du feu de la plus grande cuvette de liquides inflammables (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des installations menacées par le feu ou à moins de 50 mètres. Ces moyens devront être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure et au minimum une heure trente.

Le réseau est équipé de bouches et poteaux incendie normalisés d'un diamètre de 100 mm disposés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours. Il est alimenté par une réserve d'eau permettant une autonomie minimale de 1 h 30 (cf paragraphe ci-dessus). La mise en pression du réseau se fait par au moins deux pompes de 400 m³/h entraînées par un moteur thermique. Une troisième pompe de 400 m³/h pouvant être utilisée en cas de défaillance de l'une des pompes principales est maintenue sur site en parfait état de fonctionnement.

Le réseau interne est équipé de raccords normalisés permettant sa ré-alimentation par des moyens mobiles, tels que motopompes, implantés en accord avec les services d'incendie et de secours.

Le débit d'eau du réseau incendie est de 600 m³/h minimum avec une réserve d'au moins 2000 m³. De même, le volume d'émulseur présent dans l'installation est au minimum de 22 m³.

En cas de nouvelles installations, les moyens d'intervention devront être opérationnels avant la mise en service.

L'exploitant pourra passer des conventions d'assistance pour renforcer les dispositifs mis en œuvre sur le site en cas d'incendie.

Les moyens de génération de mousse et d'arrosage doivent être compatibles avec les débits attendus.

Stockage de liquides inflammables

Les vannes de pied de bac doivent être de type sécurité feu commandable à distance et à sécurité positive.

Les pompes de transfert sont équipées d'une temporisation arrêtant leur fonctionnement en cas de débit nul.

A l'exception des bacs 7, 2201 et 2202, tous les bacs de liquides inflammables sont munis de couronnes fixes de refroidissement.

Dans les cuvettes comportant des liquides inflammables de première catégorie, des dispositifs fixes de génération de mousse sont mis en place.

Pour les autres stockages, les moyens de génération de mousse pourront être des moyens mobiles (lances portatives ou canons mobiles).

Accès des secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

3.6.4. P.O.I.

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est réexaminé et si nécessaire révisé chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône sera consulté lors de chaque révision préalablement à la mise en application des modifications.

Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement.

3.6.5. Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance ;
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

3.6.6. Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités. Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices,...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

Article 4 : Prescriptions particulières

4.1. Stockage de liquides inflammables conditionnés (Magasin A – alvéoles 1 2 et 3)

4.1.1. Produits stockés

Ne sont admis que les liquides inflammables conditionnés en capacités maximum de 1000 l.

4.1.2. Conditions de stockage

Le magasin A est conçu de façon à constituer un volume de rétention suffisant pour, le cas échéant, contenir les eaux d'extinction d'un incendie.

Le magasin A est séparé de la cuvette A (stockage de liquides inflammables) par un rideau d'eau assurant un débit minimum de 15 l/mn/m.

Les alvéoles 1, 2, 3 et 4 du magasin A sont séparées par des murs coupe feu de degré 2 heures de 4,5 m de hauteur.

Un rideau d'eau assurant un débit minimum de 15 l/mn/m est également disposé :

- entre chaque alvéole ;
- tout le long du bâtiment, perpendiculairement aux murs de séparation des alvéoles et au plus près de ceux-ci.

Aucun stockage de produits inflammables n'est admis au delà de la limite physique constituée par les murs des alvéoles et la projection au sol du rideau d'eau susvisé.

Toutes les alvéoles sont équipées d'une détection incendie raccordée au système central de supervision de l'établissement.

4.2. Transit de déchets de garages (Magasin A – alvéole 4 et magasin C)

4.2.1. Déchets admis

Les types de déchets admis dans le magasin A et l'alvéole 4 du magasin C sont repris dans le tableau suivant :

Type de déchets Selon décret n° 2002-540 du 18 avril 2002	Codes de la nomenclature Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002	Quantités maximum stockées (en tonnes)
Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	08 01 11	0,2
Déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11	08 01 12	1,4
Boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	08 01 15	0,2
Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	08 01 19	0,2
Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19	08 01 20	1,8
Déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	08 03 17	0,2
Bains de développement aqueux contenant un activateur	09 01 01	2
Emulsions et solutions d'usinage sans halogènes	12 01 09	0,4
Déchets de cires et graisses	12 01 12	0,2
Liquides aqueux de nettoyage	12 03 01	0,2
Autres huiles hydrauliques	13 01 13	0,1
Autres combustibles liquides usagés (y compris mélanges)	13 07 03	0,3
Autres solvants et mélanges de solvants halogénés	14 06 02	0,2
Autres solvants et mélanges de solvants	14 06 03	12
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) : Emballages en papier / carton	15 01 01	0,2
Emballages en matières plastiques	15 01 02	2
Emballage métal	15 01 04	0,8
Emballages en mélange	15 01 06	0,2
Emballages textiles	15 01 09	0,1
Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	15 02 02	25
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02	15 02 03	0,4
Antigels autres que ceux visés au 16 01 14	16 01 15	0,8
Métaux ferreux	16 01 17	0,1
Accumulateurs au plomb	16 06 01	24
Accumulateurs Ni-Cd	16 06 02	0,05
Autres piles et accumulateurs	16 06 05	0,05
Déchets contenant des hydrocarbures	16 07 08	1
Matériaux d'isolation contenant de l'amiante	17 06 01	0,2
Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	20 01 21	0,3
Equipements mis au rebut contenant des chloro-fluorocarbones	20 01 23	0,4

4.2.2. Conditions de stockage

Tous les déchets susvisés qui se présentent à l'état liquide sont stockés dans des contenants fermés. Il sont également stockés dans des volumes de rétention adaptés, ainsi que tous les emballages souillés.

Le magasin C est couvert et conçu de façon à constituer un volume de rétention suffisant pour, le cas échéant, contenir les eaux d'extinction d'un incendie. En particulier il est doté d'une dalle de rétention parfaitement étanche

Le magasin C est séparé du magasin A (stockage de produits inflammables) par un rideau d'eau assurant un débit minimum de 15 l/mn/m.

4.3. Transit de déchets liquides (cuvette B1)

4.3.1. Déchets admis

Les types de déchets liquides admis dans la cuvette B1 sont repris dans le tableau suivant :

Type de déchets Selon décret n° 2002-540 du 18 avril 2002	Codes de la nomenclature Selon décret n° 2002-540 du 18 avril 2002
Goudrons et bitumes	05 01 07 05 01 08 05 06 01 05 06 03
Eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	07 07 01
Résidus de réaction et de distillation	07 07 08
Déchets de peintures et vernis contenant des solvants	08 01 11
Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants	08 01 19
Huiles d'usage	12 01 07 12 01 09 12 01 10 12 01 19
Huiles hydrauliques non chlorées	13 01 05 13 01 10 13 01 12
Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés	13 03 06
Liquides aqueux de nettoyage	12 03 01

En particulier, le stockage en transit des déchets suivants est strictement interdit :

- produits non liquides,
- produits explosifs,
- PCB - PCT ou déchets souillés par ces produits,
- produits radioactifs,
- déchets chlorés ou halogénés à plus de 2 % en halogènes organiques,
- produits correspondant à la définition de liquides extrêmement inflammables (point éclair inférieur à 0°C et tension de vapeur supérieure à 1013 mbars à 35°C),
- les produits importés de l'étranger.

En outre il ne peut être procédé à aucun traitement ou pré-traitement de déchets entrant dans l'établissement.

4.3.2. Conditions de stockage

Les déchets ne pourront être stockés que dans les bacs de la rétention B1. En aucun cas, les déchets ne seront stockés dans des fûts, y compris dans le cas où ces derniers seraient maintenus à l'intérieur de la cuvette de rétention affectée aux déchets.

Le stockage sera réalisé en tenant compte des considérations suivantes :

- caractéristiques du déchet, point éclair, tension de vapeur, limite olfactive.

L'exploitant devra toujours s'assurer que les produits stockés dans les bacs d'une même cuvette ne sont pas susceptibles d'avoir entre eux, une réaction chimique dangereuse ou exothermique, ou de provoquer un dégagement de gaz particulièrement toxique et ceci même en cas d'incendie.

4.3.3. Transvasement

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant doit s'assurer que :

- le matériau constitutif de la cuve est compatible avec le déchet devant y être transporté,
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet,
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité,
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus,
- la qualification du chauffeur est adaptée au transport de ce type de produit (information sur la nature et les risques des produits transportés et les mesures à prendre en cas d'accident, fourniture des documents d'information nécessaires,...).

L'exploitant doit s'assurer préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, etc...) avec les déchets et que la contamination des précédentes opérations de déchargement, chargement, transvasement ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de produits et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

Article 5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d' Arles,
- Le Maire de Port Saint Louis du Rhône ,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Marseille, le 14 DEC 2004

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Yannick IMBERT

ANNEXE 1

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques	Régime
167 a)	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères). Stations de transit	13000 t/an	A
1173.3	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t, mais inférieure à 500 t	490 t	D
1432.2.a)	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	10395 m ³ (dont 1260 m ³ de mélange) comprenant 8250 t de 1 ^{ère} catégorie (dont 1110 t de mélange)	A
1433.A.a)	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) Installations de simple mélange à froid La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est supérieure à 50 t	450 t	A
1433.B.a)	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) Autres installations que le simple mélange à froid La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est supérieure à 10 t	810 t	A
1434.1.a)	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 20 m ³ /h	Enfûtage : 20 m ³ /h Poste camion : 150 m ³ /h	A
1434.2	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Poste bateau : 300 m ³ /h	A
1510.2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³	35000 m ³	D
1520.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t	11150 t	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière et groupe électrogène Total = 14 MW	D
2920.2.b)	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, Fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	67,5 kW	D

ANNEXE 2

MESSAGE D'INFORMATION SUR INCIDENT

Date et heure :

Destinataires :

☐ DRIRE

☐ PREFET

(Cabinet).....

☐ SOUS-PREFET

☐ MAIRIE

USINE :

UNITE :

COMMUNE :

JOUR DE L'INCIDENT :

HEURE :

CONSTATATIONS FAITES SUR LE TERRAIN :

	Sans	Peu	Important	Grave
Conséquence environnementale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Conséquence sur le personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Dégâts matériels (évaluation technique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Potentialité de risque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Perception à l'extérieur du site		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

ECHELLE DE CLASSEMENT/INDICE D'EVOLUTION

G...../P...../.....

DESCRIPTION DE L'INCIDENT :

PREMIERES MESURES PRISES :

ETAT ACTUEL DE LA SITUATION :

Nom du signataire

Signature

n° de
Téléphone

ECHELLE DE CLASSEMENT DES ACCIDENTS

CRITERES

1.1. Niveau de gravité

G1 : Incident courant d'exploitation

- sans conséquence environnementale
- sans conséquence sur le personnel
- peu de dégâts matériels
- peu de potentialité de risque

G2 : Incident notable d'exploitation

- peu de conséquences sur l'environnement
- peu de conséquences sur le personnel (ou légères)
- dégâts matériels importants (évaluation faite sur le moment sans intégrer l'impact financier)
- importante potentialité de risque (mais n'ayant pas dégénéré)

G3 : Accident grave

ou

Accident grave pour l'environnement

1.2. Niveau de perception à l'extérieur

P1 : Peu ou pas de perception à l'extérieur du site

P2 : Forte perception extérieure

ANNEXE 3

Valeurs limites

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée
		Ba (2) supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	65 dBA	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	55 dBA	3

(1) Br = Bruit résiduel : bruit ambiant en l'absence des bruit particuliers du site (installations à l'arrêt)

(2) Ba = Bruit ambiant : bruit total existant composé des bruits émis par toutes les sources proches et éloignées (installations en fonctionnement)

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété sont fonction du niveau de bruit résiduel. Ces niveaux de bruit doivent être tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée. Ils ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Contrôle des émissions sonores

Une mesure des niveaux d'émission sonore en limite de propriété doit être effectuée au moins tous les 5ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.

Cette mesure doit être effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23.01.1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ANNEXE 4

Points et conditions de prélèvement

L'alimentation en eau se fera exclusivement à partir du réseau public d'adduction d'eau. Le dispositif totalisateur est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

L'exploitant devra prendre les dispositions lui donnant la possibilité de puisage d'eau dans le canal Saint Louis notamment en cas d'incendie.

Valeurs limites et surveillance des rejets

Le relevé des volumes d'effluents rejeté au milieu naturel en sortie de site (à l'exception des volumes rejetés, en cas d'orage, sans passage par le bassin d'observation de 500 m³) sera fait hebdomadairement et porté sur un registre spécifique.

Les canalisations de rejet d'effluents sont pourvues de points de prélèvement d'échantillons et de points de mesure (débit, température, concentration en polluants, ...).

Ces points doivent permettre de réaliser des mesures représentatives et sont aménagés de telle sorte qu'ils soient facilement accessibles pour permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions seront prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Les paramètres mesurés et les méthodes de mesure sont donnés dans le tableau ci-après.

PARAMETRES	METHODES DE MESURE
- Température	
- pH	NFT 90 008
- MeST	NFT 90 105
- DCO	NFT 90 101
- DBO5	NFT 90 103
- Hydrocarbures totaux	NFT 90 114

Les valeurs, concentration et flux mesurés devront respecter les limites suivantes :

Paramètres	Caractéristiques	Flux (kg/j)
- Température	< 30°C	
- pH	compris entre 5,5 et 8,5	
- MeST	< 30 mg/l	15
- DCO	< 90 mg/l	45
- DBO5	< 30 mg/l	15
- Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l	5

Le décanteur - déshuileur fera l'objet d'une surveillance et d'une vidange périodique des boues et de la phase huileuse. Les produits retirés seront évacués en tant que déchets vers une installation autorisée.

Contrôle des rejets

Au moins une fois par trimestre, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur les rejets et paramètres visés au paragraphe précédent.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après la fin du trimestre échu.

Cette transmission est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes ;
- sur les actions correctrices prises ou envisagées ;
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,...).